

Extrait du site UGTG.org

url :Ã <http://ugtg.org/spip.php?article1305>

GrÃ"ve du Mardi 26 octobre 2010 en Guadeloupe Ã l'appel du LKP

- ActualitÃ© -

Date de parution : 25 octobre 2010

Date de mise en ligne : vendredi 22 octobre 2010

Mis Ã jour le : lundi 25 octobre 2010

UGTG.org

L'ensemble des tracts relatifs Ã la GrÃve du Mardi 26 octobre 2010 : A l'appel du LKP en Guadeloupe, du K5F en Martinique et de mouvements guyanais.

[APPEL A LA GREVE GENERALE DU LKP : PÃˆP GWADLOUP DOUBOUT ! PWOFITASYON PÃ‰KÃ‰ CHOUKÃ‰ AN PÃ‰YI AN NOU ! MAWDI 26 OKTOB 2010 : GRÃˆV JÃ‰NÃ‰RAL ! ANSAMN ANSAMN AN LA RI LA AVE PEP MAWTINIK Ã‰ PEP GIYAN !](#)

PÃÆP GWADLOUP DOUBOUT !

Pwofitasyon pÃ© kÃ© choukÃ© an pÃ©yi an nou

Mawdi 26 oktÃb 2010 : GRÃÆV JÃ0NÃ0RAL !

Ansamn ansanm an la ri la avÃ PÃp Mawtinik Ã PÃp Giyan !

Les organisations syndicales, le LKP, en Guadeloupe, le K5F en Martinique, les organisations de Guyane appellent les travailleurs et les peuples de ces derniÃres colonies de lâEuros"Etat franÃsais Ã se mobiliser **menm jou la, an menm tan**, le 26 octobre 2010.

Depuis des mois, lâEuros"Etat franÃsais, les collectivitÃs, le grand patronat ont entrepris une action de sabotage en rÃgle et une propagande insidieuse pour se venger, piÃtiner les accords signÃs en fÃvrier et mars 2009. Ils entendent ainsi nous dÃmoraliser, nous terroriser par la rÃpression envers les militants syndicalistes notamment et tentent sans succÃs de faire croire que notre grand mouvement de masse de janvier, fÃvrier et mars 2009 nâEuros"aurait servi Ã rien !

26 OKTÃB 2010 : NOU KÃ0 MONTRÃ0 YO AN KI JAN TRAVAYÃÆ Ã0 PÃÆP GWADLOUP KA DÃ0BOULÃ0 AN LA RI LA.

Oui, nous avons gagnÃ nos principales revendications malgrÃ la contre offensive de la Pwofitasyon. Nous avons obtenu : 200 euros dâEuros"augmentation pour les salaires les plus bas, des baisses de prix des

produits de premiÃre nÃcessitÃ, le gel des loyers pour un an, la baisse du prix des carburants, des baisses dans le secteur du tÃlÃphone et dâEuros"Internet, la crÃation et des crÃdits pour un Ã Bureau dâEuros"Etudes OuvriÃresÃ », des diminutions dâEuros"impÃts locaux, une prime de 100 euros pour 80.000 foyers, des aides pour les personnes ÃgÃes et handicapÃesâEuros!

LâEuros"Etat et les collectivitÃs locales ont pris des engagements avec le LKP sur 165 points de la plate forme cosignÃs le 4 mars 2009 dans les domaines de la culture, de la pÃche, de lâEuros"agriculture. Maintenant il faut continuer Ã agir fermement pour que ces engagements soient respectÃs totalement.

Oui, nous avons gagnÃ une forte conviction, celle de constituer dorÃnavant une force, une masse dÃferlante qui peut faire trembler lâEuros"Etat franÃsais, ses reprÃsentants locaux et le grand patronat.

SIGNATI A YO Ã0 MAKAKRI SÃ0 MENM BITEN, RESPEKTÃ0 GWADLOUPÃ0YEN !

La mobilisation constante des travailleurs a permis la mise en Åuvre d'Åune partie de ces accords. Mais beaucoup de points n'ont pas ÅtÅ respectÅs par l'ÅEtat et les collectivitÅs : ils refusent de rÅunir le comitÅ de suivi des accords malgrÅ plusieurs courriers du LKP en ce sens, le plan d'Åurgence pour l'Åemploi des jeunes n'a jamais vu le jour, l'Åaccord Bino a ÅtÅ tronquÅ, le prix de l'Åeau n'est toujours pas harmonisÅ, le fonds spÅcial pour les minimum vieillesse et les adultes handicapÅs a

ÅtÅ d'ÅtournÅ de son objectif premier et distribuÅ sous forme de prime de 100 Å – aux allocataires suivant une politique de **sopoudraj/vÅglaj**, les prix des carburants ont connu trois augmentations et.. une baisse ridicule, les crÅdits du Å« Bureau d'ÅEtudes OuvriÅresÅ » n'ont pas ÅtÅ versÅs malgrÅ le dÅpÅt du dossier demandÅ.

Les prix repartent Å la hausse effrÅnÅe. Partout la population est aux abois !

Les attaques pleuvent contre le niveau de vie de la population : recul de l'ÅÅge de la retraite Å 62 ans, augmentation du prix de l'ÅlectricitÅ, d'Åremboursements en masse des mÅdicaments, augmentation des impÅts sous plusieurs formes.

A cela il faut encore ajouter le chÅmage des jeunes de 18 Å 25

ans, qui d'Åpasse les 59%, les licenciements, la responsabilitÅ Åcrasante de l'ÅEtat et des capitalistes dans l'Åempoisonnement de la population au

ChlordÅcone et l'ÅÅpidÅmie de dengue, sans compter les Åconomies criminelles rÅalisÅes sur la santÅ publique et sur l'Åducation de nos enfants (fermetures de postes d'enseignants, menace sur l'emploi des enseignants contractuels et vacataires, fermeture de 249 emplois aidÅs)".

Et pendant ce temps, l'ÅEtat continue d'Åarroser les **pwofitan**. Ainsi, les compagnies pÅtrolliÅres, la SARA, Total ont reÅçu en tout et pour tout 175 millions d'Åeuros pour compenser leurs soi-disant pertes, avec de l'Åargent public (**lajan a enpo an-nou** !). Le mÅme Total a rÅalisÅ des bÅnÅfices nets de 21,8 milliards d'Åeuros en deux ans : De quelles pertes parle-t-on ?

TRAVAYÅÆ ! FO NOU MÅÆT NOU DOUVAN DOUVAN ADAN LALIT !

Lors du mouvement de masse de 2009, les travailleurs, les chÅmeurs, les enseignants, les paysans, les marins pÅcheurs et **tout sÅla ki ka pwan fÅ anba pwofitasyon** se sont unis, ansanm ansanm, dans la lutte contre la pwofitasyon.

C'est Å partir du mouvement de grÃ¢ve gÅnÅral d'ÅclenchÅ par les travailleurs que s'est construite l'unitÅ de toutes les couches populaires

victimes des capitalistes exploiters et de l'Åtat colonial ;

C'est la d'Återmination de tous les travailleurs, des autres forces sociales et de notre peuple dans la lutte qui a donnÅ au LKP sa lÅgitimitÅ et son autoritÅ et qui a permis de mettre en avant des perspectives de changement et d'arracher l'accord BINO et les accords du 4 mars en obligeant l'ÅEtat franÅsais, le grand patronat, les politiques dirigeant les collectivitÅs locales Å nÅgocier.

Aujourd'hui que l'ÅEtat colonial et le grand patronat avec la complicitÅ de certains de nos politiques tentent de rÅinstaller leur pwofitasyon et de

rÅprimer le mouvement syndical, c'est autour de travailleurs en grÃ¢ve gÅnÅrale que doit s'organiser la rÅsistance Å cette politique et l'offensive de toutes les couches populaires et forces sociales et culturelles, pour non seulement exiger le respect des accords signÅs et l'arrÅt de la rÅpression mais aussi la poursuite des

nÃ©gociations sur la plate forme de revendications du LKP pour de nouvelles perspectives de changements.

OUI, A L'Euros"ALLIANCE NECESSAIRE DES TRAVAILLEURS SALARIES, DES PETITS PRODUCTEURS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.

GWADLOUP PÃKÃ KONSTWI SAN TRAVAYÃ Ã SAN PRODIKTÃ

La mobilisation de 2009 a montrÃ© que les petits producteurs paysans, pÃ¢cheurs, artisans, petits commerÃ§ants, ont bien su choisir leur camp en se plaÃ§ant aux cÃ´tÃ©s des masses laborieuses en lutte. Et eux aussi doivent continuer Ã lutter. L'Euros"alliance des travailleurs salariÃ©s et des petits producteurs en lutte doit permettre, par exemple, aux banques d'Euros"accorder des crÃ©dits accessibles, d'Euros"obliger l'Euros"Etat Ã prendre en charge certains frais d'Euros"infrastructure, de recherche etc.

En particulier, dans le domaine agricole, les meilleures terres doivent Ãªtre mises Ã la disposition des petits paysans ainsi que les moyens matÃ©riels pour installer des exploitations viables pour un secteur agricole productif au bÃ©nÃ©fice de notre peuple ! Il est inacceptable de poursuivre une politique d'Euros"alimentation basÃ©e essentiellement sur l'Euros"importation de la majoritÃ© de nos besoins alimentaires ! C'Euros"est un Ã©tat de dÃ©pendance inacceptable qui entraine aussi le dÃ©veloppement de maladies comme l'Euros"hypertension, le diabÃ¨te et l'Euros"obÃ©sitÃ©, surtout chez les jeunes enfants, qui se nourrissent trop souvent de produits industriels raffinÃ©s au dÃ©triment de fruits et lÃ©gumes frais et locaux pourtant reconnus bien meilleurs pour la santÃ©.

Cet Ã©tat de dÃ©pendance doit changer ! Et cela passe par la prise en main de l'Euros"agriculture du pays par les petits paysans de Guadeloupe !

SOUTENONS LES TRAVAILLEURS EN LUTTE ET LES CAMARADES VISES PAR LA REPRESSION

Oui, un grand soutien aux camarades de l'Euros"ASFO, de Valkanaers, Ã ceux de TCSV, aux Contrats aidÃ©s. Un grand soutien Ã tous les travailleurs convoquÃ©s **douvan tribinal a yo (Lendo, NaÃ©jus, GauthiÃ©rot, Delphin, âEuros!), la yo vÃ© entewdi nou palÃ© krÃ©yol (an pÃ©yi an-nou !!!).**

Plus nous serons nombreux le 26, plus nous constituerons un rempart solide contre la rÃ©pression, pour la victoire des luttes en cours !

Alors, travailleurs, femmes Ã domicile, retraitÃ©s, chÃ¢meurs, jeunes, prÃ©caires, petits paysans, producteurs, artisans, petits commerÃ§ants, pÃ¢cheurs, le 26 octobre, faisons la dÃ©monstration de notre dÃ©termination Ã poursuivre la lutte pour mettre fin au rÃ©gne des profiteurs et exploiteurs et pour affirmer une volontÃ© farouche de mettre fin Ã la dictature des possÃ©dants et de leur Etat.

Il faut leur signifier que Ã« Yo pÃ© kÃ© fÃ¨ sa yo vlÃ© an pÃ©yi an nou !Ã»

MAINTENANT NOUS DEVONS ALLER PLUS LOIN ET AFFIRMER QUE C'Euros"EST NOUS QUI DEVONS DECIDER DANS NOTRE PROPRE PAYS.

Participons massivement aux meetings du LKP :

Mawdi 12 oktÃ²b : 7Ã²dswa âEuros" LansbÃ²twan

Mawdi 19 oktÃ²b : 7Ã²dswa âEuros" Moul

VandrÃ²di 15 oktÃ²b : 7Ã²dswa âEuros" Bouyant

VandrÃ²di 22 oktÃ²b : 7Ã²dswa âEuros" SentanâEuros"

Lendi 25 oktÃ²b : 7Ã²dswa âEuros" Lapwent an bik la

An nou pwan balan avÃ² LKP pou nou konstwi pÃ©yi an-nou :

JÃ©di 21 oktÃ²b : an bik la âEuros" sonjÃ© 21/10/1801

JÃ©di 28 oktÃ²b : JounÃ© KrÃ©yol avÃ² SPEG

VandrÃ²di 22 oktÃ²b : Tribinal BastÃ² : Soutyen a Lendo Ã© Naejus

Samdi 30 oktÃ²b : An bik la - JounÃ© Prodiksyon Gwadeloup

LE 26 OKTOB :GRÃ©V JENERAL - RANDÃ©VOU : 9H00 âEuros" AN BIK A LKP

**âEurosÜâEuros"LA GWADLOUP SÃ© TAN NOU, YO PÃ©KÃ© FÃ© SA YO VLÃ© ADAN PÃ©YI
ANNOUâEuros"âEuros"**

LKP, Lapwent, 5 oktÃ²b 2010

[APPEL DES ORGANISATIONS SYNDICALES MEMBRES DU LKP : ANSANM ANSANM, ANNOU DOUBOUT
KONT TOUT PWOFITASYON !!! CFDT - CFE/CGC - CFTC - CGTG - CTU - FO - FSU - FAEN/SNCL - SPEG -
SUD-PTT-GWA - UGTG - UNSA](#)

26 octobre 2010

Pointe-Ã -Pitre, le 04 octobre 2010

Les 26 fÃ©vrier et 4 mars 2009, la mobilisation puissante et exemplaire du peuple guadeloupÃ©en en Liyannaj Kont Pwofitasyon (L.K.P) obligeait l'Etat franÃ§ais et le patronat Ã signer entre autre des accords sur l'augmentation des bas salaires (200 euros) dit accord BINO la baisse des produits alimentaires et du prix des carburants, ainsi que la mise en place d'un plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes.

Aujourd'hui, les pwofitan, le patronat, l'Etat, le Conseil gÃ©nÃ©ral et Conseil rÃ©gional renient leur signature. Dans de nombreuses entreprises, l'accord BINO n'est plus appliquÃ©, le prix des produits alimentaires, des carburants, des loyers, de l'eau, de l'Ã©lectricitÃ© ne cessent d'augmenter. Le plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes n'a jamais vu le jour.

NOU PÃ0 PA ASEPTÃ0 SA !

Les maires de Guadeloupe, les collectivitÃ©s territoriales et les Ã©tablissements publics continuent Ã sous payer les agents. Nous ne pouvons accepter que les maires de Guadeloupe refusent d appliquer la loi sur le rÃ©gime indemnitaire.

NOU PÃ0 PA ASEPTÃ0 SA !

La crise du systÃ©me capitaliste et colonial, la course effrÃ©nÃ©e au maximum de profits par les pwofitan et les abus de positions dominantes hÃ©ritÃ©s du systÃ©me colonialiste se traduisent dans notre pays par l'augmentation du nombre de travailleurs licenciÃ©s, allant grossir les rangs de dizaines de milliers de GuadeloupÃ©ens acculÃ©s Ã pointer au chÃ´mage, condamnÃ©s au versement du R.M.I et vivant des minima sociaux, condamnÃ©s Ã occuper des emplois sous rÃ©munÃ©rÃ©s et sans couverture sociale ...

NOU PÃ0 PA ASEPTÃ0 SA !

60% des jeunes se retrouvent au chÃ´mage en quittant le milieu scolaire, sans diplÃ´me, sans formation car le systÃ©me scolaire dans -notre pays est complÃ©tement inappropriÃ© ce qui se traduit par 25% d'illettrÃ©s selon les chiffres officiels...

Dans le mÃªme temps, des CENTAINES DE contractuels de l'Education Nationale ne sont pas embauchÃ©s malgrÃ© leur anciennetÃ©.

NOU PÃ0 PA ASEPTÃ0 SA !

Travailleurs, jeunes, femmes, retraitÃ©s, peuple de Guadeloupe mettons-nous DEBOUT pour dire Ã« **NON !**Ã » A ce systÃ©me capitaliste qui cherche Ã nous dÃ©truire.

NOU PÃ0 KONTINYÃ0 KONSA !

Face Ã la gravitÃ© de la situation qui est la mÃªme en Martinique et en Guyane, les organisations syndicales des travailleurs de ces trois pays appellent simultanÃ©ment Ã une grande mobilisation, le 26 octobre 2010.

AN NOU DOUBOUT !!!

CONTRE :

[-] - L'augmentation constante du prix des carburants, des produits alimentaires, du prix de l'Ã©lectricitÃ©, des loyers et de l'eau ;

[-] - La rÃ©pression anti-syndicale assimilant les responsables syndicaux Ã des criminels ;

[-] - Le dÃ©mantÃ©lement du systÃ©me de retraite par rÃ©partition ;

[-] - Les licenciements massifs et la fermeture d'entreprises ;

[-] - Le travail prÃ©caire des femmes...

POUR :

[-] - Le respect des accords de FÃ©vrier et Mars 2009 et l'ouverture des nÃ©gociations sur les autres points du cahier de revendications de janvier 2009 ;

[-] - Un systÃ©me de santÃ© et Ã©ducatif adaptÃ© Ã notre rÃ©alitÃ© . Le droit Ã l'Ã©ducation et aux formations qualifiantes ;

[-] - La mise en place immÃ©diate du plan d'urgence pour la formation et l'emploi des jeunes ;

[-] - L'augmentation du pouvoir d'achat ;

[-] - La mise en place d'un systÃ©me transparent de fixation des prix du carburant ;

[-] - Le relÃ©vement gÃ©nÃ©ral des minimas sociaux et des retraites ;

[-] - Le dÃ©veloppement des secteurs productifs (agro-alimentaire) ;

[-] - Le droit de vivre et de travailler aÃ½ pays ;

[-] - La reconnaissance pleine et entiÃ¨re du fait syndical guadeloupÃ©en...

Les organisations syndicales appellent l'ensemble des travailleurs, la jeunesse, le peuple guadeloupÃ©en Ã une puissante mobilisation le 26 octobre 2010 contre toutes les pwofitasyon.

TOUS EN GREVE

Ansanm Ansanm Annou DOUBOUT

Kont tout pwofitasyon !

RASSEMBLEMENT A 9H00

PALAIS DE LA MUTUALITE

POINTE A PITRE

CFDT- CFE/CGC - CFTC- CGTG - CTU - FO - FSU - FAEN/SNCL - SPEG - SUD PTT GWA - UGTG - UNSA

[APPEL DE LâEuros™UGTG AUX TRAVAILLEURS, RETRAITES, CHOMEURS & JEUNES : LE LA RIVE !](#)

Depuis maintenant 7 mois, [les Travailleurs de la TCSV](#) luttent sans relÃ¢che **kont on patron malfÃ¢tÃ¢** pour le respect du droit du travail et le paiement de lâEuros"intÃ¢gralitÃ¢ de leurs rÃ¢munÃ¢rations, soit environ 400.000 euros dâEuros"arriÃ¢rÃ¢s de salaires.

A ce jour, malgrÃ¢ les nombreux dÃ¢lits constatÃ¢s par lâEuros"Inspection du Travail depuis le mois de mars 2010, malgrÃ¢ les condamnations prononcÃ¢es par le Conseil des PrudâEuros"hommes de Basse-Terre en conciliation, malgrÃ¢ les conclusions des Conseillers Rapporteurs auprÃ¢s du Conseil des PrudâEuros"hommes de Basse-Terre sur la rÃ¢alitÃ¢ des heures supplÃ¢mentaires rÃ¢clamÃ¢es par les salariÃ¢s, le Conseil GÃ¢nÃ¢ral reste muet sur ce dossier, prÃ¢fÃ¢rant se cacher derriÃ¢re Ã¢ « câEuros"est un conflit privÃ¢ Ã » alors que le transport des personnes relÃ¢ve de la compÃ¢tence de ce mÃ¢me Conseil GÃ¢nÃ¢ral qui finance la TCSV avec lâEuros"argent public, aprÃ¢s lui avoir octroyÃ¢ une dÃ¢lÃ¢gation de service public.

AujourdâEuros"hui, sans se tromper, on peut dire que la rÃ¢organisation des transports initiÃ¢e par le Conseil GÃ¢nÃ¢ral ressemble plus Ã une gestion mafieuse dâEuros"un service public avec les deniers des GuadeloupÃ¢ens.

Mais câEuros"est aussi ce mÃ¢me Conseil GÃ¢nÃ¢ral, en charge de la lutte contre **lâEuros"aedes aegyptii**, depuis la loi dâEuros"aoÃ¢t 2004, qui nâEuros"a jamais mis en Ã¢uvre une quelconque politique dâEuros"information, de prÃ¢vention et de traitement de la dengue en Guadeloupe.

Wi, nous affirmons que [lâEuros™Ã‰tat et le Conseil GÃ¢nÃ¢ral sont directement responsables de la mort et de la contamination des GuadeloupÃ¢ens](#). Le manÃ¢ge en cours, autour de lâEuros"enlÃ¢vement des carcasses de voitures et les communiquÃ¢s publicitaires de lâEuros"Agence RÃ¢gionale de SantÃ¢, ont pour but de rendre les GuadeloupÃ¢ens responsables de leur sort. **Siw trapÃ¢ la deng, sÃ¢ fÃ¢t aw !**

MEN, A KI BITEN YO KA SÃÆVI ?

La question que lâEuros"on doit se poser dÃ¢s lors est toute trouvÃ¢e : Ã¢ « Men a ki biten yo ka sÃ¢vi ? Ã »

[Notre champion du communiquÃ¢ vient de sâEuros™acheter la Une Guadeloupe](#) et voudrait nous faire croire quâEuros"il veut en faire une tÃ¢lÃ¢ pour informer, Ã¢duquer et former les GuadeloupÃ¢ens.

Rien de tout cela car il suffit de lire le dossier pou vwÃ¢ ki moun ki adan sa : Erlong et VaÃ¢tilingon, entreprises du BTP, fidÃ¢les bÃ¢nÃ¢ficiaires des appels dâEuros"offres de la RÃ¢gion (**siw viÃ¢ kontinyÃ¢, fow machÃ¢ Ã¢vÃ¢ mwen**). Autre associÃ¢ : le groupe Loret Ã qui la RÃ¢gion a confiÃ¢ la gestion du fameux cÃ¢ble sous marin. [Dans un rÃ¢cent audit publiÃ¢ sur internet](#), il est fait Ã¢tat de dÃ¢tournements de biens publics, de fautes de gestion, de surfacturation dans la gestion du cÃ¢ble profit du groupe Loret.

Mais ce sont aussi des parents et alliÃ¢s du PrÃ¢sident du Conseil RÃ¢gional et de son Directeur GÃ¢nÃ¢ral des Services que lâEuros"on retrouve en bonne place.

Et pour boucler le cercle des parents et amis, la programmation est confiÃ©e Ã Trace TV dont la spÃ©cialitÃ© est la diffusion de vidÃ©o clips. En dÃ©finitive, tout ce qu'Euros'il faut pour dÃ©velopper les capacitÃ©s d'Euros"analyse et de rÃ©flexion des jeunes de notre pays.

Nous l'Euros"aurons compris, il s'Euros"agit d'Euros"en faire une tÃ©lÃ© de propagande lurÃ©lienne. **Nou vÃ© pa sa !**

Dans le mÃªme temps, [l'Euros™INSEE nous informe que 25% des GuadeloupÃ©ens sont illettrÃ©s](#) et que prÃ©s de 60% des jeunes sont au chÃªmage. Et pourtant, l'Euros"Ã©ducation ne relÃ©ve-t-elle pas de la compÃ©tence de l'Euros"Etat et la formation professionnelle du Conseil RÃ©gional ? A moins que nos enfants (**Ã© nou adan osi**) soient des idiots. Le plan d'Euros"urgence pour la formation et l'Euros"emploi des jeunes signÃ© par l'Euros"Etat et les collectivÃ©s le 04 mars 2009 n'Euros"a jamais vu le jour. **JÃ©nÃ©s Gwadeloup, a pa pwoblÃ©m a yo !**

Wi, en vÃ©ritÃ©, il s'Euros"agit de faire de nous, Travailleurs et Peuple de Guadeloupe, des mendiants, des assistÃ©s, des zombis. C'Euros'est ce dÃ©mounaj que refusent les travailleurs et singuliÃ©rement ceux de la [station Total de Valkanaers Ã Gourbeyre](#). Ces derniers luttent simplement pour travailler dignement en refusant d'Euros"Ãªtre des mange miettes de Total. En dÃ©finitive, c'Euros'est le site d'Euros"implantation de la station qui intÃ©resse lÃ© [YO](#) afin d'Euros"y installer le parking du prochain centre commercial Hayot Ã Gourbeyre.

SANS LUTTE PAS DE PROGRES.

Dans tous les secteurs d'Euros"activitÃ©s, les travailleurs luttent sans relÃ¢che ; c'Euros'est le cas dans la sÃ©curitÃ© privÃ©e, [dans le nettoyage](#), Ã la CCI, dans l'Euros"action sociale, dans les collectivÃ©s, dans la santÃ© et l'Euros"hÃªtellerie, dans le BTP, l'Euros"industrie et le CommerceâEuros! ; Et bien entendu, tous ceux qui osent se rebeller contre l'Euros"ordre Ã©tabli, tous ceux qui osent dÃ©fier la **pwofitasyon** font l'Euros"objet d'Euros"une rÃ©pression fÃ©roce. **Nou pa pÃ© !**

SÃ©konsa, [Mardi 14 septembre, une jeune militante de l'Euros™UGTG a Ã©tÃ© prise Ã partie par le prÃ©sident de la Cour d'Euros™Appel de Basse-Terre](#). Ce dernier est allÃ© jusqu'Euros"Ã© lui interdire de s'Euros"exprimer en crÃ©ole avant de lui dire que de toutes les maniÃ©res, elle serait condamnÃ©e. Dans le mÃªme temps, ce sont plusieurs dirigeants de notre Centrale qui sont poursuivis par la justice coloniale franÃ§aise notamment pour avoir refusÃ© de se soumettre aux prÃ©lÃ©vements ADN. **Non, Sendikalis pa krimiÃ©l !**

LE VOILA, LE VRAI VISAGE DE LA PATRIE DES DROITS DE L'Euros"HOMME EN GUADELOUPE.

Licenciements abusifs, non respect de l'Euros"accord Bino, remises en cause de l'Euros"Accord du 04 mars, [empoisonnement Ã la chlordÃ©cone](#), chÃªmage, corruption, misÃ©re, exclusion, pauvretÃ©, violences, non respect du droit syndical, absence de nÃ©gociation collective, racisme, discrimination, rÃ©pression, mÃ©pris, âEuros!âEuros! C'Euros'est donc dans ce contexte que l'Euros"UGTG appelle les Travailleurs, les retraitÃ©s, les jeunes, les chÃªmeurs Ã resserrer les rangs et Ã se mobiliser **pou barÃ© van a pwofitasyon Ã© kochi bÃ©k a lÃ© pwofitan. Konba la angajÃ© !**

L'Euros"UGTG a donc fait le choix de vivre debout, de refuser la soumission, le mÃ©pris et l'Euros"injustice. Notre engagement et notre dÃ©termination les inquiÃ©tent **Ã© ka fÃ© yo pÃ©**.

Nou ka di yo : Nou sÃ© moun kon tout moun et n'Euros"accepterons jamais que les hÃ©ritiers des

esclavagistes, des nÃ©griers et leurs valets locaux, que les importateurs-distributeurs, les Ã©lus mafieux, patrons vÃ©reux et autres mange miettes, tous au service de la pwofitasyon, **pran nou pou sÃ¢wpiyÃ¢ a yo**. CÃ¢Euros"est le sens de notre combat au sein du LKP. **Wi, la Gwadeloup sÃ© tan nou !**

Aussi, lÃ©Euros"UGTG appelle lÃ©Euros"ensemble des militants et adhÃ©rents Ã soutenir toutes les luttes en cours, Ã participer massivement Ã toutes les actions de solidaritÃ© et Ã se prÃ©parer Ã une vaste et ample mobilisation.

LÃ©Euros"UGTG invite lÃ©Euros"ensemble des militants et adhÃ©rents Ã se rÃ©unir en assemblÃ©e gÃ©nÃ©rale, **an liyannaj a pawÃ¢l, an zanmi, an fanmi pou kontinyÃ© nourri lalit pou kalbandÃ© lÃ¢spwatasyon kapitalis Ã© kolonyalis Ã© konstwi on dÃ¢t Gwadeloup.**

[-] âEuros¢ Vendredi 01 Octobre : Meeting LKP a SentwÃ²z (plas trikolÃ²)

[-] âEuros¢ Mardi 05 Octobre : Meeting LKP a BastÃ² (owa lapÃ²s)

[-] âEuros¢ Vendredi 08 Octobre : Meeting LKP a Mownalo (dovan lanmÃ©ri)

[-] âEuros¢ Mercredi 13 Octobre : JounÃ© Nasyonal SolidaritÃ© Ã©pi TravayÃ² TCSV Ã© ValkanaÃ© rs

[-] âEuros¢ Lundi 18 Octobre : ProcÃ²s TCSV PridÃ²m BastÃ² a 8tÃ².

[-] âEuros¢ Vendredi 22 Octobre : ProcÃ²s Lendo âEuros" Naejus a BastÃ² a 8tÃ².

[-] âEuros¢ Mardi 26 Octobre : Mobilizasyon JÃ©nÃ©ral Gwadeloup âEuros" Matinik âEuros" Guyan

ANNOU KONTINYÃ© NOURI LESPWA âEuros" PON DISOU PA PED âEuros"

SÃ© NOU MENM KA BA VI ANNOU ON SANS âEuros"âEuros" NOU KÃ© GANNYÃ© !

Konsey sendikal UGTG,

Lapwent 22/09/10

[APPEL DU SPEG A LA MOBLISATION DE LÃ©Euros™ENSEMBLE DES PERSONNELS DE LÃ©Euros™EDUCATION EN GUADELOUPE](#)

[Le 26 octobre 2010](#), le LKP en Guadeloupe, le K5F en Martinique, le Mayouri Kont Pwofitasyon en Guyane appellent Ã une grande mobilisation simultanÃ©e afin de rÃ©clamer lÃ©Euros"application des diffÃ©rents accords signÃ©s suite aux mouvements de 2009 et de dÃ©noncer le mÃ©pris dont ont fait preuve le gouvernement franÃ§ais, le grand patronat et les responsables politiques dans ces trois pays.

Le SPEG appelle les personnels de lÃ©Euros"Ã©ducation Ã participer Ã ce grand mouvement pour montrer notre dÃ©termination Ã lutter contre toutes formes de pwofitasyon et dÃ©Euros"exiger non seulement le respect des accords signÃ©s et des engagements pris par lÃ©Euros"administration rectorale mais aussi dÃ©noncer la rÃ©forme des retraites ainsi que les situations de pwofitasyon exercÃ©es dans lÃ©Euros"Ã©cole notamment contre les non titulaires et les contrats aidÃ©s.

Comme dans tous les autres secteurs, les accords signÃ©s en Mars 2009 dans lÃ©Euros"Education ont Ã©tÃ© foulÃ©s au pied pour la plupart. Loin de tenir leurs engagements, les responsables du rectorat ont pris le parti de mener **une politique dangereuse pour les Ã©lÃ©ves et les personnels de lÃ©Euros"Ã©ducation**, rejetant tout dialogue social et remettant en cause toutes les avancÃ©es arrachÃ©es par la lutte.

La mÃªme politique autoritaire, les mÃªmes comportements arbitraires maintes fois dÃ©noncÃ©s par les organisations syndicales et les reprÃ©sentants du personnel, ont repris leurs cours au niveau du rectorat de Guadeloupe.

La politique de rigueur budgÃ©taire fÃ©roce de lâEuros"Etat franÃ§ais, relayÃ©e avec beaucoup de zÃªle par lâEuros"administration rectorale qui y met sa touche particuliÃ¨re, se fait au dÃ©triment de :

- [-] Ã lâEuros"avenir de nos jeunes diplÃ©mÃ©s et des non titulaires,
- [-] Ã la formation des nouveaux enseignants,
- [-] Ã la qualitÃ© de lâEuros"enseignement dispensÃ© aux jeunes guadeloupÃ©ens et des conditions de travail des personnels.

Cette politique est encore une fois, marquÃ©e par :

- [-] Ã de nombreuses fermetures de classes dans le premier degrÃ©,
- [-] Ã des suppressions importantes de postes enseignants et administratifs,
- [-] Ã lâEuros"augmentation des postes Ã complÃ©ment de service,
- [-] Ã la multiplication des surnombres dans le secondaire, affectÃ©s dâEuros"office par le ministÃ¨re dans notre AcadÃ©mie,
- [-] Ã la rÃ©duction du nombre de postes aux diffÃ©rents concours,
- [-] Ã le refus dâEuros"affecter les contractuels enseignants en respectant leur droit dans le but de les empÃªcher dâEuros"accÃ©der Ã un CDI,
- [-] Ã lâEuros"absence dâEuros"une gestion de ces personnels favorisant leur formation et leur ouvrant des perspectives de titularisation,
- [-] Ã une gestion catastrophique de lâEuros"offre de formation scolaire laissant chaque annÃ©e plus de 1000 jeunes sans diplÃ©me ou sans possibilitÃ© de poursuite dâEuros"Ã©tudes.

La situation sâEuros"est encore compliquÃ©e avec **lâEuros"application aveugle dans notre acadÃ©mie dâEuros"une sÃ©rie de rÃ©formes** qui aggravent les problÃªmes car elles ne rÃ©pondent pas aux besoins et enjeux de lâEuros"Ã©cole en Guadeloupe.

Personnel de lâEuros"Education, la situation est suffisamment grave pour que nous puissions nous mobiliser. CâEuros"est en unissant une nouvelle fois nos voix Ã celles des autres travailleurs et Ã lâEuros"ensemble du peuple guadeloupÃ©en que nous pourrons barrer la route Ã toutes les pwofitasyon exercÃ©es dans notre pays et dans lâEuros"Ã©cole.

MOBILISONS-NOUS !

POUR DIRE NON :

- [-] Aux attaques contre les avancÃ©es obtenues par de longues luttes.
- [-] A la politique arbitraire et autoritaire menÃ©e par le rectorat.
- [-] Aux fermetures de classes et suppressions de postes enseignants et administratifs.
- [-] A lâEuros"absence dâEuros"une prise en charge effective et consÃ©quente des Ã©lÃ©ves en difficultÃ© scolaire.
- [-] A une gestion dÃ©sastreuse et irrespectueuse des personnels non titulaires de lâEuros"acadÃ©mie de Guadeloupe.
- [-] A la formation au rabais des nouveaux enseignants.
- [-] A lâEuros"application aveugle des rÃ©formes qui mettent en pÃ©ril lâEuros"avenir de nos Ã©lÃ©ves.

POUR EXIGER :

- [-] Le retrait de la rÃ©forme Sarkozy des retraites.
- [-] LâEuros"instauration dâEuros"un vrai dialogue social dans lâEuros"AcadÃ©mie de Guadeloupe.
- [-] Le respect et lâEuros"application des mesures arrÃªtÃ©es dans les protocoles dâEuros"accord signÃ©s entre

lâEuros"intersyndicale et lâEuros"administration rectorale.

[-] LâEuros"application des droits des personnels non titulaires et lâEuros"Ã©laboration dâEuros"un vÃ©ritable plan dâEuros"intÃ©gration.

[-] Une prise en charge efficace des Ã©lÃ©ves en difficultÃ©.

MARDI 26 OCTOBRE A 9 HEURES

RASSEMBLEMENT DEVANT LE PALAIS DE LA MUTUALITE

Pointe-Ã -Pitre le 18 octobre 2010

Le Syndicat des Personnels de lâEuros"Education en Guadeloupe (SPEG)

5, Immeuble DILIGENTI Assainissement- BP 489 âEuros" 97164 POINTE-Ã -PITRE cedex

TEL : 0590 91 05 32

FAX : 0590 83 90 42

e-mail : spieg@wanadoo.fr

Lire aussi : [Chronique d'une rentrÃ©e scolaire dÃ©sastreuse](#)

Site du SPEG : <http://www.speg-guadeloupe.org/spip/>

[APPEL DE LâEuros™ULTEA AUX TRAVAILLEURS DES CCI ET DE LâEuros™AEROPORT POLE CARAÃ BES !](#)

Le 26 octobre 2010 le peuple guadeloupÃ©en et plus singuliÃ©rement les travailleurs seront debout pour contrer lâEuros"offensive rÃ©trograde de lâEuros"Ã©tat colonial et des **PWOFITAN** que sont, **HAYOT, KOURY, DESPOINTES, LORET, VIVIES, TOTAL** et leurs larbins **ANGEL, LUREL, GILLOT, PENCHARD, THEOBALD**. Cette journÃ©e revÃªt un caractÃ©re particulier : les deux autres colonies **MATINIK Ã GIYAN, KAY FWAPÃ0 ANSAM ANSAM**

Nous travailleurs de lâEuros"aÃ©roport et des **CCI de Pointe-Ã -Pitre et Basse-Terre** devons nous sentir plus que concernÃ©s par cette mobilisation parce que la **PWOFITASYON** est le vÃ©cu quotidien des salariÃ©s.

AN BITASYON A LÃ0 [KOURY](#) A POL KARAYIB Ã0 LA CCI LAPWENT

Le despotisme aurait atteint son paroxysme avec lâEuros"arrivÃ©e de cette famille Ã la tÃªte de cet aÃ©roport et de la **CCI de PAP**.

Les marchÃ©s dâEuros"appels dâEuros"offres sont parait-il truquÃ©s ; il semblerait que les **AGOULOU GRAN FAL** ([parents et amis](#)) festoient sur le dos de la bÃªte !

Pour exemple, service nettoyage de l'Ã©tat : la SociÃ©tÃ© INTERPROP, possesseur du marchÃ©, dont le patron fait partie de cette confrÃ©rie de malfrats a liquidÃ© son entreprise, **avÃ©` konplisitÃ© a la Direksyon a laÃ©ropÃ©**, laissant Ã la rue les salariÃ©s depuis plus d'Ã©tats un an. Un repreneur du mÃªme acabit mafieux selon les dires des anciens salariÃ©s a repris l'Ã©tat affaire dans les mÃªmes conditions de prix mais sans les travailleurs.

Autre exemple : le Service Personne Ã MobilitÃ© RÃ©duite. Les sociÃ©tÃ©s **Ã©ro Ambulance** et **Euro Services Assistance** ont licenciÃ© une partie des salariÃ©s aprÃ©s avoir Ã©tÃ© Ã©cartÃ©. Le marchÃ© a Ã©tÃ© confiÃ© Ã une sociÃ©tÃ© **zanmi** de la Martinique qui aurait zÃ©ro compÃ©tence dans le secteur et exercerait uniquement dans le nettoyage industriel !

Pli movÃ©, certaines sociÃ©tÃ©s de l'Ã©tat fonctionneraient sans agrÃ©ment prÃ©fectoral en toute impunitÃ© !

DapwÃ© sa moun laÃ©ropÃ©² ka di, l'Ã©tat appel d'Ã©tats offres pour la concession des **boutiques Duty Free** en zone transit, a Ã©tÃ© attribuÃ© en un seul lot Ã un ami, faisant partie de la mÃªme confrÃ©rie des coquins. Cette dÃ©cision lourde de consÃ©quences engendrera des licenciements chez les salariÃ©s de l'Ã©tat ancien concessionnaire.

Pire encore ! Lors de l'Ã©tat audition du 03 mai 2010 des potentiels candidats de ce marchÃ©, [Erick KOURY](#), mis en examen pour malversation du dossier **SNAG AIR GUADELOUPE** impliquant la CCI de Pointe Ã Pitre, faisait pourtant partie de cette commission.

Vox populi, vox dei sur l'Ã©tat Ã©tat : [Erick KOURY](#) est dÃ©tenteur de plusieurs sociÃ©tÃ©s sur l'Ã©tat Ã©tat avec des vassaux servant de prÃ©te-noms.

TravayÃ© laÃ©ropÃ©² ka di Man KOURY et BANNELO a li ont comme ambitions inavouÃ©es : faire main basse sur l'Ã©tat Ã©tat dans le cadre d'Ã©tats une privatisation future. L'Ã©tat Ã©tat deviendra t-il un KOUÃ©tats land ?

Yo Ka KryÃ© Sa Ã©tats.MALFÃ©TÃ©

La coupe est pleine. Il est grand temps que les travailleurs de l'Ã©tat Ã©tat disent :

Non Ã la PWOFITASYON

AWA au nÃ©potisme liÃ© aux marchÃ©s truquÃ©s engendrant masse de licenciements

NON Ã l'Ã©tat inertie de la Justice sur le dossier SNAG-AIR GUADELOUPE

Oui Ã la JUSTICE SOCIALE

WI pour que la justice puisse Ãatre rendue dans le dossier AIR GUADELOUPE oÃ¹ les KOURY et dirigeants de la CCI sont impliquÃ©s

**WI Ã la restitution des deniers volÃ©s de la CollectivitÃ© RÃ©gionale pour cette mÃªme affaire AIR
GUADELOUPEâEuros! LAJAN ANNOU OSI !**

La liste est longue : câEuros"est pour cette raison que les travailleurs de lâEuros"aÃ©roport et des CCI devront se mobiliser en masse le 26 OCTOBRE 2010 pour arrÃªter la PWOFITASYON et cette hÃ©morrhagie de nÃ©potisme, de clans, et instaurer enfin la Justice Sociale.

**Si Nou VIÃ© FoutÃ© LÃ© Pwofitan On KapikÃ©t
Pou Yo AwÃ©tÃ© FÃ© Moun SoufÃ© An PÃ©yi La
Fo Nou An GrÃ©v le 26 OktÃ©b**

Lapwent, le 23 octobre 2010

[ULTEA - UGTG](#)